

Nouvelles du JAPON

Vous pouvez également retrouver les Nouvelles du Japon en ligne sur www.fr.emb-japan.go.jp

Visite de courtoisie du Ministre des Affaires étrangères français Laurent FABIUS au Premier ministre Yoshihiko NODA / Rencontre entre les ministres des Affaires étrangères japonais et français

Le 8 juillet 2012, le Premier ministre NODA a reçu la visite du ministre des Affaires étrangères français Laurent FABIUS à l'occasion de sa venue au Japon pour assister à la Conférence de Tokyo sur l'Afghanistan. Après avoir salué l'arrivée au pouvoir de la présidence HOLLANDE et la prise de fonction de Laurent FABIUS, le Premier ministre NODA s'est réjoui de l'importance accordée au Japon par le nouveau gouvernement et a exprimé le souhait que le Président HOLLANDE se rende prochainement au Japon afin d'œuvrer de manière concrète à l'établissement de relations de partenariat exceptionnelles.

En réponse, Monsieur FABIUS a indiqué qu'il comptait s'atteler à la rédaction des objectifs à atteindre par les dirigeants franco-japonais au cours des cinq années à venir, comme suggéré la veille par le ministre des Affaires étrangères japonais Koichiro GEMBA. Monsieur FABIUS a ensuite insisté sur le fait qu'il souhaitait faire progresser davantage les relations franco-japonaises, déjà excellentes, en établissant notamment des partenariats dans les domaines de l'environnement, de l'énergie, du tourisme pour favoriser les échanges sur le plan humain et de la défense.

De son côté, le Premier minis-

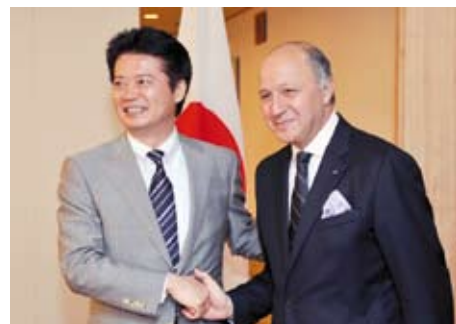
tre NODA a rappelé les différentes actions de soutien initiées par le Japon pour enrayer la crise de la dette de la zone euro et exprimé l'attente que l'Union européenne applique de manière prompt et résolu les mesures adoptées fin juin lors du Conseil européen. Concernant le lancement des négociations pour la conclusion d'un APE (Accord de Partenariat Economique) entre le Japon et l'Union européenne, le Premier ministre NODA a évoqué les efforts du Japon en vue d'un tel accord et déclaré qu'il espérait beaucoup des initiatives de la France. Monsieur FABIUS a remercié le Japon pour ses manifestations de soutien contre la crise de la dette, qui témoignent de sa confiance et de sa haute estime pour l'Union européenne. Il a ensuite expliqué que, concernant la conclusion d'un APE, des voix s'élevaient dans les milieux industriels pour demander une prudence accrue ainsi qu'une grande ouverture des marchés japonais. Il restait toutefois convaincu que ces problèmes pouvaient être résolus et a déclaré que le gouvernement français réfléchissait positivement sur ce dossier.

La veille de cette visite, le ministre des Affaires étrangères Koichiro GEMBA avait déjà rencontré son homologue français. Après

l'avoir remercié d'être venu au Japon pour assister à la Conférence de Tokyo sur l'Afghanistan, Monsieur GEMBA a signifié sa volonté de concrétiser la coopération franco-japonaise afin d'établir des relations de partenariats privilégiées entre les deux pays. Dans ce but, il a indiqué qu'il souhaitait proposer des pistes pour mener à bien durant les cinq prochaines années des projets de coopérations et de partenariats bilatéraux, dans le but notamment de préparer la venue au Japon du Président HOLLANDE.

Monsieur FABIUS a approuvé cette proposition et invité son homologue à se rendre en France dans le courant de l'année pour élaborer un dialogue stratégique entre les diplomates des deux pays.

Rappelant que la conclusion d'un APE contribuerait à stimuler la croissance et développer l'emploi, deux des priorités du nouveau gouvernement français, Monsieur GEMBA a appelé ce dernier à adopter une perspective plus large pour prendre une décision politique en vue d'un lancement des négociations. Monsieur FABIUS ayant



Poignée de mains entre M. Laurent FABIUS, ministre français des affaires étrangères, et son homologue japonais, M. Koichiro GEMBA

expliqué que cela présupposait des avancées de la part des autorités japonaises concernant la réduction des barrières non tarifaires et l'accès aux marchés publics, Monsieur GEMBA a répondu que c'est précisément lors des négociations que de nouveaux engagements pouvaient être évoqués.

Après que Monsieur GEMBA ait expliqué ses positions en sa qualité de président de la Conférence de Tokyo sur l'Afghanistan du 8 juillet, Monsieur FABIUS a exprimé le souhait que cette conférence soit l'expression d'une volonté politique forte en faveur des aides promises. Enfin, les deux ministres se sont entretenus sur la question du nucléaire iranien et se sont entendus sur l'importance de maintenir une collaboration étroite à ce sujet.

Conférence de Tokyo sur l'Afghanistan

© Cabinet Public Relations Office



Séance de photo avec le Premier ministre NODA et le Président KARZAI

Le 8 juillet 2012, une conférence sur l'Afghanistan s'est tenue à Tokyo sous la coprésidence des gouvernements japonais et afghan. L'objectif était de réaffirmer le soutien de la communauté internationale aux autorités afghanes en ce qui concerne leurs efforts en matière de développement pour la prochaine décennie (décennie de la transformation 2015 – 2024) destinés à assurer l'autonomie du pays.

Inaugurée par le Premier ministre NODA, cette conférence a notamment réuni les représentants de 55 pays comme le Président afghan Hamid KARZAI, les ministres des Affaires étrangères

japonais et français Koichiro GEMBA et Laurent FABIUS, ainsi que leurs homologues indien, pakistanais et iranien, et de 25 organisations internationales incluant la société civile afghane, la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Afghanistan et le syndicat des patrons indiens (organisateur d'une manifestation destinée à promouvoir les investissements privés).

Suite à la conférence de Tokyo en janvier 2002, le Japon est devenu l'un des principaux pays donateurs après les États-Unis et il a consacré jusqu'à la fin 2011 3,3 milliards de USD pour favoriser le processus démocratique, l'installation d'infrastructures, les besoins humains fondamentaux, le développement des communautés rurales et des projets culturels. Fort de cette expérience passée, le Japon a annoncé lors de la présente conférence sa volonté d'offrir à partir de 2012 jusqu'à trois milliards de USD d'aides à l'Afghanistan sur cinq ans pour l'amélioration de la sécurité et le développement socio-économique. Plus concrètement, cette aide se concentrera sur 1) le développement agricole, 2) l'installation d'infrastructures et 3) la formation de personnels. Par ailleurs, le

Japon continuera après 2017 à apporter une aide suffisante à l'Afghanistan pour qu'elle puisse bâtir son propre futur. Des projets totalisant 1 milliard de USD seront également menés dans les pays voisins de l'Afghanistan, afin de permettre un renforcement des coopérations interrégionales. Ces projets participeront à l'établissement d'un couloir d'accès traversant le territoire afghan pour relier l'Asie centrale à Karachi, la capitale du Pakistan.

Comme indiqué dans le compte-rendu intitulé « Déclaration de Tokyo », la conférence s'est achevée sur l'adoption d'un « cadre de responsabilité mutuelle » à travers lequel le gouvernement afghan et la communauté internationale ont réaffirmé leurs engagements mutuels en faveur du développement durable en Afghanistan. Ce « cadre de responsabilité mutuelle » instaure un mécanisme permettant d'évaluer régulièrement l'avancée de ces engagements. La « Déclaration de Tokyo » constitue un message fort et stratégique adressé au peuple afghan et à la communauté internationale pour leur signifier que l'après-2015 continuera de profiter à la stabilité et au développement de l'Afghanistan.

Les investissements japonais en France

Arrivées au début des années 1970 sur le marché français, les entreprises japonaises ont connu un développement à partir des années 1990, passant d'une centaine en 1990 à 430 à la fin de 2010. Les groupes japonais ont ainsi établi près de 650 filiales en France, qui ont contribué à la création d'environ 65 000 emplois. Si on considère leur répartition par secteur d'activité, l'industrie automobile (34,2%) et les technologies de l'information et des communications (21,6%) représentent plus de la moitié des implantations. Si ces derniers enregistrent un certain ralentissement, le secteur agroalimentaire enregistre pour sa part depuis quelques temps une certaine progression (11,1%). À elles trois, les régions Ile-de-France (46%), Nord-Pas-de-Calais (11%) et Rhône-Alpes (10%) accueillent les 2/3 des investissements japonais en France.

Avec 38 projets d'investissement en France, le Japon occupe la 6^{ème} place des principaux pays d'origine et la 1^{ère} pour les pays asiatiques.

Voici quelques-uns des projets d'investissements les plus récents du Japon en France.

Projets et emplois par pays d'origine

Pays d'origine	Projets	Emplois
Etats-unis	149	6 087
Allemagne	120	4 435
Italie	46	1 610
Suisse	46	2 238
Belgique	39	1 391
Japon	38	874
Royaume-Uni	36	1 359
Espagne	27	2 187
Suède	26	910
Canada	24	808
Chine	17	696
Hong Kong	6	318
Pays-Bas	20	360
Autriche	15	583
Inde	12	188
Danemark	11	221
Finlande	6	159
Russie	5	50
Australie	4	65
Brésil	4	100
Irlande	4	70
Luxembourg	4	208
Taiwan	4	35
Autres	35	3 006
Total général	698	27 958

Source : Investissements étrangers créateurs d'emploi en France Bilan 2011, Agence française pour les investissements internationaux

Construction d'une usine à Lacq par le groupe TORAY



Cérémonie de pose de la première pierre de la nouvelle usine Toray à Lacq, le 29 juin 2012



L'Ambassadeur KOMATSU prononçant un discours lors de cette cérémonie

En mars 2012, le groupe Toray Industries a annoncé la création à Lacq (Pyrénées-Atlantiques) d'une nouvelle unité de production de polyacrylonitrile (PAN) destinée à approvisionner directement sa filiale française, Toray Carbon Fibers Europe. La mise en service de cette nouvelle usine est prévue pour février 2014. En organisant sur ses sites français les différentes étapes de fabrication, le groupe TORAY renforce sa capacité à assurer un approvisionnement stable du marché européen en fibres de carbone, en prévision d'une demande accrue de ce matériau notamment dans les secteurs de l'automobile et de l'aérospatiale. On estime également que ce projet permettra la création de près de 80 nouveaux emplois. Le 29 juin 2012, Akihiro NIKKAKU, PDG du groupe Toray Industries et Arnaud MONTEBOURG, ministre du redressement productif, se sont rendus à Lacq pour assister à la pose de la première pierre de la future usine. Figurant parmi les 250 responsables présents, l'Ambassadeur KOMATSU a ensuite adressé ses félicitations lors d'un discours.

Toyota

Le groupe Toyota a décidé l'agrandissement de son usine d'Onnaing - Valenciennes pour produire sa nouvelle citadine hybride, la Yaris 3, ce qui devrait permettre la création de près d'un millier d'emplois. Toyota a également choisi de transférer sur ce même site la production des Yaris à destination du marché nord-américain.

Nippon Suisan

La société Nippon Suisan Kaisha Ltd. va agrandir l'usine de transformation de produits de la mer de sa filiale bretonne, Cité marine. Cette décision entraînera la création de près de 160 nouveaux emplois.

Canon

L'agrandissement de son usine de produits électroménagers Canon de Liffre (Bretagne) devrait permettre la création de plus de 100 nouveaux emplois.

NTN®

En augmentant les capacités de son centre de production en Rhône - Alpes, le groupe NTN contribuera à la création de 162 nouveaux emplois.

Horiba

L'entreprise Horiba a annoncé en septembre 2009 la création d'un centre de recherche et développement dédié aux technologies de mesure optique à Saclay (Essonne), dans le cadre du cluster Paris - Saclay. L'ouverture de ce nouveau centre est prévue pour octobre 2012.

Coopération industrielle et partenariats interpôles entre la France et le Japon

Si l'Alliance Renault – Nissan est la plus connue, il existe bien d'autres exemples illustrant le dynamisme des coopérations industrielles franco-japonaises : démonstration en grandeur réelle de véhicules hybrides rechargeables par Toyota et EDF, collaboration entre Mitsubishi Motors Corporation et PSA Peugeot Citroën dans le secteur des voitures électriques, collaboration entre Mitsubishi Heavy industries Ltd. et Areva pour le développement du réacteur ATMEA 1, collaboration entre Toshiba et Schneider dans le domaine des variateurs de vitesse, collaboration entre les sociétés TNT et SNR dans le domaine de la mécatronique. Les raisons d'un tel dynamisme sont peut-être à chercher dans l'importance que les industriels français et japonais accordent au capital humain, ainsi que dans le fait qu'ils partagent une même philosophie managériale qui privilégie le développement sur le moyen terme par rapport aux bénéfices à court terme. Il convient éga-

lement de mentionner les complémentarités géographiques et technologiques entre les entreprises de nos deux pays, qui permettent un effet de synergie en utilisant les forces de nos industries. En plus de ces collaborations inter-entreprises, on assiste aussi à des actions en faveur d'une coopération interrégionale réunissant secteurs publics, privés et universités à travers des partenariats interpôles (Pôle de compétitivité Cluster). Récemment, de tels projets ont notamment vu le jour dans les domaines de l'environnement et de l'énergie, deux secteurs où le Japon et la France sont leaders.

Voici quelques exemples concrets de partenariats interpôles entre la France et le Japon :

- **Médical, pharmaceutique et des ingrédients fonctionnels**

Bio Clusters in Kansai (Osaka-Nord, Kobe) ⇔ Life science Corridor (Lyon, Strasbourg, Tou-

louse) , depuis 2008

- **Mécatronique**

Département de Mie ⇔ la communauté d'agglomération d'Annecy, depuis 2009

- **Elécommunications mobiles**

Yokosuka Reserch park (département de Kanagawa) ⇔ Images & Réseaux (Bretagne), depuis 2007

- **Agroalimentaire et alimentation biologique**

Kyushu Bio Cluster Conference, Hokkaido bio technology industrial cluster ⇔ F2F cluster (Toulouse, Bretagne, Bourgogne), depuis 2010 avec Kyushu et 2011 avec Hokkaido

De plus, on assiste récemment à une augmentation des coopérations touchant les domaines de l'environnement et de l'énergie, deux secteurs dans lesquels la France et le Japon s'investissent particulièrement. L'exemple suivant est significatif de cette tendance.

Projet de démonstrateur « smart community » à Lyon Confluence

Actuellement, le NEDO (New Energy and Industrial Technology Development Organization) et la communauté urbaine de Lyon (Grand Lyon) ont installé un démonstrateur de « smart community » dans le quartier de Lyon Confluence. On appelle « smart community », une communauté dont l'ensemble des membres (résidents et professionnels) adoptent des comportements autonomes en faveur de l'environnement et d'une gestion durable de l'énergie, voire une agglomération pourvue des infrastructures et des mécanismes sociaux rendant possible de tels comportements. Dans le cas du projet de Lyon Confluence, il s'agit plus concrètement de ① tester des bâtiments produisant plus d'énergie qu'ils n'en consomment par l'utilisation de panneaux photovoltaïques, de systèmes de régulation de la consommation énergétique et de matériels faiblement consommateurs d'énergie; ② développer et tester un service de voitures électriques en partages rechargeables à l'énergie solaire; ③ développer et tester un système permettant de contrôler la consommation électrique de chaque foyer; ④ création d'un CMS (Community Management System), outil de gestion et de contrôle global des données liées à la consommation énergétique de l'ensemble du projet. Pour réaliser ces objectifs, le projet de Lyon Confluence a bénéficié de la participation d'entreprises japonaises (Toshiba Corp., Toshiba Solution Corp., Sanyo Corp., Asahi Glass Co. Ltd, Mitsubishi Motors Co.) et françaises (Bouygues, Veolia Transdev, PSA Peugeot Citroën). Lancé en décembre 2011, ce projet sera mené sur une période de 5 ans et représentera un budget total de 50 millions d'euros. Le 15 décembre 2011, Hideo HATO, Président du NEDO, et Gérard Collomb, Sénateur Maire de Lyon et Président du Grand Lyon, ont signé à la mairie de Lyon une convention d'engagement. Également présent, le Ministre Kazuya OGAWA de l'Ambassade du Japon a prononcé quelques mots pour saluer l'évènement.



©New Energy and Industrial Technology Development Organization



©New Energy and Industrial Technology Development Organization

L'importance d'un accord de partenariat économique (APE) entre le Japon et l'Union européenne

Si des pourparlers avaient déjà été entamés en vue de la conclusion d'un APE entre le Japon et l'Union européenne, le 18 juillet dernier la commission européenne a soumis pour étude aux Etats membres le projet de mandat de négociation en ce sens. La conclusion d'un tel accord permettrait le renforcement des relations économiques entre l'Union européenne, dont le PIB est en tête du classement mondial, et le Japon, 4^{ème} puissance économique mondiale, et entraînerait une progression de 1% de leurs PIB. La mise en place d'un

APE favoriserait un accroissement des investissements japonais en France et serait une chance pour les entreprises françaises d'élargir leurs activités au Japon, ce qui nous laisse prévoir la croissance économique et la création d'emploi en France. Comme le montrent les divers exemples présentés précédemment, les industriels japonais sont conscients de l'importance de développer leurs activités de production à proximité des marchés ciblés. En outre, compte tenu des complémentarités géographiques et technologiques qui existent

entre de nombreuses entreprises japonaises et françaises, un développement des investissements japonais en France pourrait générer une coopération stratégique entre l'industrie française et japonaise et ainsi permettre le renforcement de la compétitivité de nos deux pays. Pour permettre le renforcement des relations « gagnant – gagnant » entre la France et le Japon, il est indispensable d'ouvrir les négociations officielles le plus rapidement possible sur cet APE entre le Japon et l'Union européenne.

Le festival de « Tanabata Matsuri » de Sendai

Avec plus d'un million d'habitants, Sendai est la ville la plus importante du Tōhoku. Située à 1h40 en Shinkansen de Tōkyō, elle fait office de porte d'accès vers l'ensemble de la région grâce à de nombreuses liaisons aériennes nationales et internationales, ainsi qu'à un réseau autoroutier performant qui s'étend du nord au sud.

Bénéficiant d'un environnement naturel riche qui lui vaut son surnom de « ville sylvestre », Sendai s'enorgueillit d'une gastronomie savoureuse utilisant aussi bien les produits de la mer venus des ports alentour que les produits de la terre comme le riz et les légumes frais. Les grandes festivités qui rythment le cours des saisons sont un autre de ses principaux attraits.

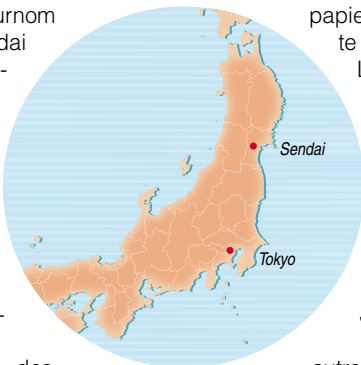
Considéré comme l'un des trois grands festivals de l'été du Tōhoku, le festival de Tanabata Matsuri de Sendai se déroule chaque année pendant trois jours, du 6 au 8 août inclus. Les quartiers commerçants du centre-ville sont alors décorés avec plus de 3 000 gigantesques *fukinagashi*. Remontant à l'époque du fondateur de l'ancien fief de Sendai, Masamune DATE, cette célébration est forte d'une histoire de plus de 400 ans. Et même si elles présentent désormais

un aspect somptueux et bariolé, les *fukinagashi* sont entièrement composées de papier japonais (*washi*) et, de ce fait, évoquent une certaine nostalgie chez les nombreux visiteurs qui s'émeuvent et s'émerveillent à leur vue.

A l'origine, le festival de Tanabata Matsuri de Sendai était une fête votive. Les gens inscrivent leurs souhaits sur une bande de papier – le *tanzaku* – qui est ensuite fixée à une tige de bambou. Lors du festival de l'année dernière, de nombreuses personnes à Sendai, au Japon et dans le reste du monde ont envoyé des *tanzaku* pour prier en faveur de la reconstruction des zones frappées par le Grand séisme de l'Est du Japon.

De même que pour les autres festivités, le festival de Tanabata Matsuri de Sendai est ainsi l'occasion de remercier ceux et celles qui ont exprimé leur soutien après la catastrophe de mars 2011. Il permet également de montrer l'ardeur que la population apporte à la reconstruction de la ville et de l'ensemble de la région.

* Dans cette colonne, nous vous présenterons régulièrement les festivals traditionnels en collaboration avec **CLAIR Paris (Centre Japonais des Collectivités Locales)**, dont l'une des missions est de promouvoir en France les régions japonaises. Site internet de CLAIR Paris <http://www.clairparis.org/fr/> (en français).



L'Avenue Jyōzenji, l'une des rues principales de Sendai



Fukinagashi du festival de Tanabata Matsuri

Les troisièmes Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée



L'ensemble des participants

Créées à l'occasion du 150^{ème} anniversaire des relations franco-japonaises, les Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée ont eu lieu à Nancy en octobre 2008 puis à Kanazawa en mai 2010. En leur permettant de passer d'un cadre de discussion bilatéral à un modèle d'échanges diversifié, ces rencontres ont remporté l'adhésion de nombreuses collectivités locales.

La troisième édition s'est tenue du 28 au 30 août 2012 à Chartres, sur le thème « Pour répondre à la mondialisation, comment s'organisent les collectivités territoriales ? ». Au total, 27 collectivités françaises et 15 collectivités japonaises étaient présentes pour participer aux débats portant sur la nature des relations entre collectivités locales après le Grand séisme de l'Est du Japon, ainsi que l'orientation et la mise en place de coopérations concrètes.

Des ateliers ont été organisés autour des thèmes des innovations culturelles, économiques et en termes de sécurité de la population et du cadre de vie. Ils ont donné lieu à des débats particulièrement constructifs, non seulement grâce à la présentation de diverses initiatives, mais aussi à l'élaboration de programmes de coopération adaptés aux caractéristiques des villes concernées.

Le dernier jour a eu lieu la remise du prix de la coopération exemplaire franco-japonaise, qui récompense les échanges particulièrement fructueux entre collectivités locales. Il a été attribué cette année aux villes jumelées de Sendai et Rennes. À la fin de la séance, la déclaration finale a été présentée et adoptée à l'unanimité ; elle réaffirme la volonté de la France et du Japon d'œuvrer pour le développement de la coopération décentralisée. À cette occasion, la ville de Takamatsu a été choisie pour accueillir la prochaine édition de ces rencontres en 2014. Située dans la partie nord-est de l'île de Shikoku, la ville de Takamatsu est le chef-lieu de la préfecture de Kagawa et jumelée avec la ville de Tours.

Les échanges entre villes jumelées se sont encore renforcés au cours de cette troisième édition, notamment grâce à la présence des maires de Sakurai (préfecture de Nara) et de Shirakawa (préfecture de Fukushima), villes respectivement jumelées avec Chartres et Compiè-

gne où se déroulaient les rencontres.

La ville de Sakurai, située à 55 kilomètres au sud de Kyoto, est réputée pour son patrimoine historique constitué de nombreux *kofun* (terres funéraires) datant des III^{ème} et IV^{ème} siècles. La ville de Shirakawa est quant à elle située à 190 kilomètres au nord de Tokyo, fondée autour du château de Komine-Shirakawa, classé patrimoine historique du Japon.

À chaque nouvelle édition, l'importance de ces rencontres se confirme et l'on peut espérer qu'elles deviendront à l'avenir le lieu privilégié du renforcement des relations entre collectivités locales françaises et japonaises, donnant ainsi naissance à de nombreuses coopérations concrètes.



Présentation de Monsieur FURUTA, Gouverneur du département de Gifu